



Newsmail février 2014

Madame, Monsieur,

Moins de trois semaines après le oui du peuple suisse à l'initiative contre l'immigration de masse, l'Union européenne a indiqué que la Suisse ne pourrait pas s'associer en 2014 aux programmes de formation (Erasmus+) et de recherche (Horizon 2020). Une participation reste possible, mais seulement comme Etat tiers. Cette décision a de lourdes conséquences: l'attractivité et la compétitivité de la place scientifique suisse seront notablement touchées et il faudra compter avec des pertes financières importantes. Les acteurs du domaine de la formation et de la recherche demandent au Conseil fédéral de trouver rapidement des solutions constructives. Ils sont prêts à soutenir le gouvernement dans cette entreprise par tous les moyens.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

Actualités du mois

26.02.2014 | Commission européenne

Pas de participation de la Suisse aux programmes européens en 2014

La Suisse ne pourra pas participer aux programmes de formation et de recherche de l'Union européenne en qualité d'Etat associé. La Commission européenne a indiqué que la Suisse ne pourra participer à Horizon 2020 et à Erasmus+ qu'au titre d'Etat tiers. Elle motive sa décision par le fait que la Suisse a renoncé à signer le protocole sur l'extension de la libre-circulation des personnes à la Croatie.

{ [Infos](#) }

25.02.2014 | CTI

Les moyens supplémentaires ont accéléré l'innovation

Le budget de la Commission pour la technologie et pour l'innovation (CTI) a été augmenté de 100 millions de francs en 2011 pour lutter contre les effets du franc fort. Une évaluation conjointe du Centre de recherche conjoncturelle de l'EPF de Zurich, le KOF, et du bureau de recherche et de conseil Infras montre que cette augmentation à court terme a eu l'effet escompté. Des projets d'innovation menacés ont été réalisés et accélérés.

{ [Infos](#) }

25.02.2014 | CSEC-E

Mesures contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-E) demande dans une motion que le Conseil fédéral adapte la stratégie de lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en fonction du oui du peuple à l'initiative contre l'immigration de masse. La Confédération doit tenir compte des besoins de la société dans les mesures qu'elle mettra en place en matière de politique des hautes écoles, selon la CSEC-E. Le gouvernement doit en outre indiquer comment les besoins en médecins pourront être couverts.

{ [Infos](#) }

25.02.2014 | CSEC-E

Pour un diagnostic préimplantatoire plus large

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats (CSEC-E) se prononce par 12 voix contre 1 en faveur de la modification de la loi sur la procréation médicalement assistée. La majorité des membres veut assouplir le cadre légal prévu par le Conseil fédéral pour autoriser le diagnostic préimplantatoire. Une minorité propose de refuser d'entrer en matière.

{ [Infos](#) }

24.02.2014 | DEFR

L'objectif est la participation aux programmes de l'UE

Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a mené un échange avec les représentants du domaine de la formation et de la recherche sur la participation de la Suisse aux programmes européens Horizon 2020 et Erasmus+. La participation de la Suisse est l'objectif du Conseil fédéral, a indiqué le chef du Département de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR). Des solutions transitoires sont aussi possibles. L'Union européenne a suspendu les négociations sur une association de la Suisse, après que le Conseil fédéral a renoncé à signer le protocole sur l'extension de la libre-circulation des personnes à la Croatie.

{ [Infos](#) }

16.02.2014 | Conseil fédéral

L'UE bloque les négociations sur les programmes de recherche et de formation

L'Union européenne a suspendu jusqu'à nouvel avis les négociations relatives à la participation de la Suisse au programme-cadre de recherche Horizon 2020 et au programme de formation Erasmus+. Ce développement intervient après la décision du Conseil fédéral de ne pas signer le protocole relatif à l'extension de la libre-circulation des personnes à la Croatie. Cette extension serait contraire à l'initiative contre l'immigration de masse, adoptée en votation populaire le 9 février 2014.

{ [Infos](#) }

14.02.2014 | CSEC-N

Vers une harmonisation matérielle des bourses d'études

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) veut modifier le contre-projet indirect du Conseil fédéral à l'initiative sur les bourses. Les subventions fédérales devraient dépendre à l'avenir des dépenses de chaque canton, ce qui permettrait d'harmoniser matériellement le système des bourses. La CSEC-N veut en outre intégrer la formation professionnelle supérieure dans la loi. La commission a en outre adopté une motion qui demande que la Confédération augmente sa contribution aux bourses cantonales.

{ [Infos](#) }

11.02.2014 | SEFRI

Deuxième rapport sur l'éducation en Suisse

Après la première édition en 2010, le Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation (SEFRI) et la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ont publié le deuxième rapport sur l'éducation en Suisse. Le rapport paraît tous les quatre ans et fait partie d'un monitoring à long terme que réalisent la Confédération et les cantons. Il sert de base pour l'élaboration des politiques publiques de formation.

{ [Infos](#) }

09.02.2014 | Conseil fédéral

Oui à l'initiative contre l'immigration de masse

Par 50,3% des voix, le peuple suisse a accepté l'initiative populaire contre l'immigration de masse. Ce vote signifie un changement de système dans la politique d'immigration: elle sera réglée à l'avenir par des contingents. Le Conseil fédéral dispose d'un délai de trois ans pour appliquer la décision du peuple et des cantons.

{ [Infos](#) }

04.02.2014 | SEFRI

Les mandats d'Euresearch et de la fondation ch renouvelés

La Suisse doit participer dès 2014 aux nouveaux programmes de recherche (Horizon 2020) et d'éducation (Erasmus +) de l'Union européenne (UE). Le Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation va mettre en place des mesures d'accompagnement au niveau national pour les années 2014 à 2016. Il a renouvelé à cet effet les mandats de l'association Euresearch et de la fondation ch, qui offrent des informations et des conseils sur la participation à ces programmes.

{ [Infos](#) }

{ [Top](#) }

Agenda mars 2014

13.03.2014 | Berne

Assemblée plénière de la Conférence suisse des rectrices et recteurs des hautes écoles pédagogiques (COHEP)

[{Infos}](#)

13./14.03.2014 | Berne

Séance du plénum de la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS)

[{Infos}](#)

27.03.2014 | Zurich

Séance de la Conférence des recteurs des hautes écoles spécialisées suisses (KFH)

[{Infos}](#)

27./28.03.2014 | Berne

Séance de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N)

[{Infos}](#)

[{Top}](#)

Docuthèque

La [docuthèque](#) située sur le site www.reseau-future.ch vous offre une documentation large sur la politique de la formation et de la recherche. Utilisez notre archive de données pour votre travail.

[{Top}](#)

Contact

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Bern
Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47
info@netzwerk-future.ch
www.netzwerk-future.ch

++++
Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.
++++

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

3 mars 2014

Vous êtes inscrit dans notre liste des destinataires avec l'adresse info@sengerinteractive.ch
Ici vous pouvez >> [modifier vos coordonnées](#)
Vous ne voulez plus recevoir des informations e-mail? >> [effacer votre adresse](#)